Il y a dans le pays des employeurs nationaux qui ont des employés dans les dix provinces; il est des cas où les employeurs traitent de la même façon leurs employés dans les dix provinces; cependant, dans quatre de ces provinces, les mêmes employés devront verser un impôt supplémentaire sur ce que versent leurs employeurs en leur faveur. Je pense que cela est aussi manifestement injuste.

Quatrièmement, le gouvernement nous dit, depuis l'établissement de la Commission royale d'enquête sur l'impôt, chaque fois que nous demandons une concession ou une réduction en matière de taxe, d'attendre que toute la question de l'impôt ait été révisée. Je dirai au gouvernement de suivre ses propres mots d'ordre. Il est très injuste de nous dire comme on me l'a dit, relativement à des exemptions complètes sur les cotisations syndicales, que nous devons attendre une révision de toute la politique fiscale, alors que le gouvernement laisse son propre ministère modifier une décision de ce genre.

J'espère, monsieur l'Orateur, que le discours que je viens de prononcer se révélera entièrement inutile. J'ose croire que les rapports voulant que des décisions de ce genre aient été rendues par le ministère du Revenu national sont faux. S'ils le sont, je me ferai un plaisir d'entendre une déclaration du ministre et de l'applaudir. D'autre part, si les rapports sont fondés, j'espère que le ministre nous donnera l'assurance que la modification projetée sera abolie aussitôt que possible.

L'hon. G. J. McIlraith (ministre suppléant du Revenu national): Monsieur l'Orateur, je voudrais d'abord remercier l'honorable député de n'avoir pas insisté pour que sa question soit discutée au début de la semaine dernière, alors qu'il aurait bien pu le faire, et je lui sais gré de la courtoisie dont il a fait preuve à cet égard. Elle n'est pas passée inaperçue et je ne l'ai point oubliée.

La réponse la plus simple à la question de l'honorable député est non. Toutefois, cela n'est peut-être pas tout à fait exact en soi, car la question était plutôt complexe dans sa rédaction et comportait bien des aspects qui ne se rapportent pas expressément aux points que le député a soulevés au cours du débat. Il n'y a pas eu de changement de la politique fiscale ou de la loi à cet égard.

Étant donné que je dispose de peu de temps, il vaudrait peut-être mieux que je commence mon explication relative à la situation actuelle en donnant lecture de l'article 5 de la loi de l'impôt sur le revenu, qui est ainsi conçu:

(1) Le revenu provenant, pour une année d'imposition, d'une charge ou d'un emploi est le traitement, salaire et autre rémunération, y compris les gratifications, que le contribuable a touchés dans l'année, plus

a) la valeur de pension, logement et autres prestations de quelque nature que ce soit (sauf les prestations que lui procurent les contributions de son employeur à un fonds ou plan enregistré de pension, un plan d'assurance collective sur la vie, contre la maladie ou les accidents, un plan de service médical, de prestation de chômage supplémentaire ou un plan différé de participation aux bénéfices) qu'il reçoit ou dont il jouit dans l'année à l'égard, dans le cours ou en vertu de la charge ou de l'emploi; et

Et ainsi de suite. Ce que je veux établir, c'est que les prestations, les primes payées par les employés ont toujours été considérées, si elles sont versées par les employeurs en leur nom, comme faisant partie du revenu, et par conséquent, imposables. Certains employeurs importants de l'Ontario—et je crois que c'est de là qu'est venu le malentendu qui suscite l'inquiétude de l'honorable représentant—n'ont pas fait entrer cela dans le salaire de leurs employés. Cette manière de faire qui, si je puis dire, constitue une violation de la loi, n'a été découverte que très récemment, et c'est alors qu'ont été prises les mesures dont l'honorable député a parlé.

Il n'y a pas eu de changement dans la loi et aucune discrétion n'est laissée au ministre à cet égard. Je le répète, c'est la découverte de cette façon de procéder qui a engendré le malentendu que l'on sait...

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre!

M. Knowles: La réponse est oui; ce n'est pas non.

L'hon. M. McIlraith: Non.

LES RELATIONS OUVRIÈRES—COLOMBIE-BRITANNIQUE—LIBERTÉ D'ASSOCIATION SYNDICALE

M. T. S. Barnett (Comox-Alberni): Le 4 juin, à l'appel de l'ordre du jour, j'ai posé au ministre du Travail la question suivante:

Étant donné que la compagnie *MacMillan, Bloedel and Powell River Limited*, la plus grande entreprise industrielle de la province de la Colombie-Britannique, se moque régulièrement des principes de la convention de l'OIT déclarant que les travailleurs sont libres d'obtenir la protection du syndicat de leur choix, le ministre se servira-t-il de son influence auprès de M. J. V. Clyne, président de cette compagnie, afin de modifier la présente ligne de conduite de cette entreprise?

M. Byrne: L'honorable député voudrait-il donner le numéro de la convention de l'OIT, s'il lui plaît?

M. Barnett: J'en parlerai au cours de mes remarques.

On a prétendu que cette question aurait dû être inscrite au *Feuilleton*. J'estimais, cependant, que la situation était urgente et, de toute façon, il convient mieux peut-être de soulever la question et de l'étudier en vertu de cet article provisoire du Règlement. Ma question découle de ce que la succursale n° 15 du Syndicat international des employés de